

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

N°19/AONO/IRAD/DG/DAAF/SDBF/SM/BPDM/CIPM/2025 DU 12 MAI 2025
POUR L'AMENAGEMENT DES VOIES D'ACCES DANS LES PARCELLES DE MBALMAYO ET KAREWA

1. Objet

Dans le cadre de l'accroissement des capacités de production, le Directeur Général de l'Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD) lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour l'aménagement des voies d'accès dans les parcelles de Mbalmayo et Karewa.

2. Consistance des travaux

Ces travaux comprennent les opérations suivantes dont la liste n'est pas exhaustive :

- Travaux préliminaires ;
- Réalisation des pistes ;

3. Allotissement

Les travaux ainsi attendus sont constitués en deux (02) lots :

Lot 1 : L'aménagement des voies d'accès dans les parcelles de Mbalmayo

Lot 2 : L'aménagement des voies d'accès dans les parcelles de Karewa.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de :

Lot	Montant prévisionnel (en chiffres)	Montant prévisionnel (en lettres)
01	95.578.875	Quatre-vingt-quinze millions cinq-cent soixante-dix-huit mille huit cent soixante quinze
02	254.421.125	Deux cent cinquante-quatre millions quatre cent-vingt-un mille cent vingt cinq
Total	350.000.000	Trois cent cinquante millions

5. Délais prévisionnels d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux objet du présent Appel d'Offres est de **Trois (03) mois calendaires** pour chaque lot. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation

La participation à cet Appel d'Offres est ouverte aux entreprises de droit camerounais spécialistes dans le domaine des travaux publics installées au Cameroun et ayant une expérience avérée dans lesdits domaines.

7. Financement

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres, sont financés par le PIISAH, Exercice 2025, sur la ligne d'imputation budgétaire 222 800.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO, d'un montant de **FCFA 1.911.577 (un million neuf cent onze mille cinq cent soixante-dix-sept) pour le lot 1 et FCFA 5.088.422 (cinq millions quatre-vingt-huit mille quatre cent vingt-deux) pour le lot 2**, et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. Un récépissé de la CEDEC du même montant. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables au Service des Marchés de l'IRAD sis à Nkolbisson, BP 2123 Yaoundé, Tel : 699 59 84 14, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres :

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue au Service des Marchés de l'IRAD sis à Nkolbisson, BP 2123 Yaoundé, Tel : 699 59 84 14, dès publication du présent avis, sur présentation de l'original de la quittance de versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de 150.000 Francs CFA (cent cinquante mille), dans le Compte spécial CAS- ARMP N° 335988 ouvert à la BICEC (toutes les agences), à titre de frais d'achat du Dossier d'Appel d'Offres.

12. Remise des offres :

Pour la soumission en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au

plus tard le 11/06/2025 à12...Heure limite. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des offres

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 11/06/2025 à 13 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés de l'IRAD dans la salle de conférence sise à Nkolbisson.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de d'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Principaux critères d'évaluation

Les offres seront évaluées selon les principaux critères suivants :

15.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- de l'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis;
- de la non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- du non-respect de 5/7 critères essentiels;
- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- de l'absence de possession en propre ou en location d'un matériel minimum (véhicule Pick up 4x4, trousse minimum de chantier de route) ;
- de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée;
- du non-respect du format des offres soumises en ligne.

15.2 Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- la présentation de l'offre ;
- les références du soumissionnaire ;
- la capacité financière délivrée par une banque de 1^{er} ordre $\geq \frac{3}{4}$ du montant prévisionnel
- la qualification et l'expérience du personnel ;
- les moyens logistiques ;
- la méthodologie d'exécution, le planning, le rapport de visite du site et propositions ;
- Les preuves d'acceptation des conditions du marché (CCAP et CCTP paraphés à chaque page, signés, datés et formalisés chacun à la fin du document).

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17. Nombre maximum de lots

Les soumissionnaires sont autorisés à souscrire aux cinq lots, et peuvent être attributaires de cinq lots à la seule condition de justifier de disposer des ressources humaines, matérielles et financières suffisantes pour conduire l'ensemble des travaux simultanément.

Les soumissionnaires sont autorisés à souscrire aux cinq lots, et peuvent être attributaires de cinq lots à la seule condition de justifier de disposer des ressources humaines, matérielles et financières suffisantes pour conduire l'ensemble des travaux simultanément.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours, à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès du **Chef Service Des Marchés** de l'IRAD sise à Nkolbisson, BP 2123 Yaoundé, Tel : 699.59.84.14. Ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

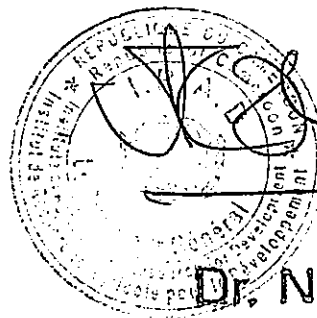
20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro ou le MO au numéro 222 22 33 62.

Fait à Yaoundé, le **12 MAI 2025**,
LE DIRECTEUR GENERAL

Ampliations :

MINMAP
ARMP
DAAF/SDBF/SM
Président CIPM
Affichage
Chrono / Archives



Dr. Noé WOIN

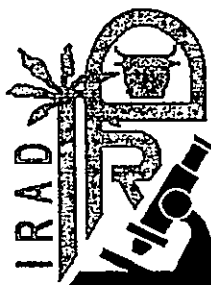
.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

INSTITUT DE RECHERCHE AGRICOLE
POUR LE DEVELOPPEMENT

DIRECTION GENERALE

B.P. 2123 Yaoundé
Tél./Fax: (237) 222 23 26 44 /222 22 33 62
E-mail : irad@irad.cm
Web site : www.irad.cm



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

INSTITUTE OF AGRICULTURAL
RESEARCH FOR DEVELOPMENT

HEAD OFFICE

P.O.Box: 2123 Yaoundé
Tél./Fax: (237) 222 23 26 44 /222 22 33 62
E-mail : irad@irad.cm
Web site : www.irad.cm

OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS UNDER THE EMERGENCY PROCEDURE

N° 10/AONO/IRAD/DG/DAAF/SDBF/SM/BPDM/CIPM/2025 OF 12 MAI 2025
FOR THE DEVELOPMENT OF ACCESS ROADS IN THE PLOTS OF MBALMAYO AND KAREWA

1. Purpose

In the frame of improving the production capacities, the Director General of the Institute of Agricultural Research and Development (IRAD) launches, a National Open Call for Tenders under emergency procedure relating to the development of access roads in the plots of Mbalmayo and Karewa.

2. Scope of the work

This work includes the following operations, the list of which is not exhaustive:

- Preliminary work;
- Création of roads

3. Allotment

The work thus expected is constituted in three (02) phases:

- *Development of access roads in the plots of Mbalmayo*
- *Development of access roads in the plots of Karewa*

4. Estimated cost

The estimated cost for the project based on the preliminary studies shall be **180,000,000 (one hundred and eighty million)**:

Lot	Estimated cost (in figure)	Estimated cost (in word)
01	95.578.875	Ninety five million five hundred and seventy eight thousand eight hundred ans seventy five
02	254.421.125	Two hundred and fifty four million four hundred and twenty one thousand one hundred and fifty five
	350.000.000	Three hundred and fifty million

5. Estimated Completion Time

The contract owner has set a maximum period of **three months for each phase** to complete the work covered by this invitation to tender. This period shall run from the date of notification of the notice to proceed.

6. Application

This invitation to tender shall be open to Cameroonian companies specialising in public works and hydraulics with offices in Cameroon and proven experience in the abovementioned fields.

7. Funding

The work covered by this invitation to tender will be funded by PIISAH, 2025 fiscal years under budget line 222 800.

8. Tender Procedure

The method chosen for this consultation is **online**.

9. Bid Bond

Each tenderer shall enclose along with his administrative documents a **stamped bid bond**, paid in hand, issued by a body or financial institution approved by the Ministry of Finance to provide bonds relating to public contracts, the list of which appears in Exhibit 14 of the DAO, amounting **FCFA 1.911.577 (one million nine hundred and eleven thousand five hundred and seventy seven) for phase 1 et FCFA 5.088.422 (five million eighty eight thousand four hundred and twenty two) for phase 2**, and valid for up to 30 days from the initial date of validity of the bids. Failure to provide a bid bond issued by a first-class bank or financial institution authorised by the Ministry of Finance to grant bonds relating to public contracts shall result in automatic rejection of the tender. A bid bond submitted but unrelated to this consultation shall be considered missing. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session shall be deemed invalid.

10. Consultation of the Tender Documents

The file may be consulted free of charge during working hours at IRAD's Procurement Department at Nkolbisson, BP 2123 Yaoundé, Tel: 699 59 84 14, upon publication of this notice.

It may equally be consulted **online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armp.cm)**.

11. Availability of Tender Documents

The paper version of the tender can be acquired at IRAD's Procurement Department located at Nkolbisson, BP 2123 Yaoundé, Tel: 699 59 84 14, upon publication of this notice and on presentation of the original receipt for payment of a non-refundable sum of **CFAF 150,000 (one hundred and fifty thousand)**, into the **CAS - ARMP Special Account No. 335988** opened at BICEC (all branches), to cover the cost of purchasing the tender documents.

12. Submission of Tenders

For submission online, the bid must be submitted by the bidder on the **COLEPS** platform or any other official electronic means of communication to be specified by the Project Owner latest on 11.10.6/2025 at 12 PM, time limit. A back-up copy of the tender recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "back-up copy", in addition to the above mentioned indication, within the deadline set.

File size and format

For online submission, the maximum sizes of the documents that will transit on the platform and constitute the tenderer's offer are the following:

- 5 MB for the Administrative file;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents ;
- JPEG for images.

The applicant shall make sure that he uses compressing software to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

13. Admissibility Criteria

Administrative documents, the technical and financial bids shall be submitted in different, separate and sealed envelopes. The project owner will reject:

- Envelopes bearing indications of the tenderer's identity
- Envelopes received after the deadline
- Envelopes that do not comply with the tender procedure
- Envelopes without an indication of the invitation to tender
- Failure to provide the number of copies indicated in the RPAO or to provide an original.

Any tender that is incomplete pursuant to the requirements in the Tender Documents shall be deemed invalid. This includes, in particular, failure to provide a bid bond issued by a body or financial institution approved by the Ministry of Finance to issue bonds relating to public contracts, or non-compliance with the model documents in the tender documents, which shall result in the automatic rejection of the tender without any right of appeal. A bid bond submitted but unrelated to this consultation shall be considered missing. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session shall be deemed invalid.

14. Opening of Bids

Tenders shall be opened at once on 11/06/2025 at 1PM by IRAD's Internal Procurement Commission in the conference room located at Nkolbisson.

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a single person of their choice, duly authorised, even in the case of a group of companies.

Under penalty of rejection, the documents in the administrative file required shall be produced in originals or in copies certified as such by the issuing department or the competent administrative authority, pursuant to the requirements of the Special Rules for Invitations to Tender. The documents must be less than three months old or have been prepared after the date of signature of the invitation to tender.

If, after a period of 48 hours allowed by the Commission, any document in the administrative file is missing or non-compliant when the bids are opened, the bid shall be rejected.

15. Main Assessment Criteria

Tenders shall be evaluated as per the following main criteria:

15.1 Eliminary Criteria

They include:

- failure to provide a bid bond when the bids are opened
- failure to produce, after a period of 48 hours following the opening of bids, any document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing at the opening of bids (except for the bid bond)
- false declarations, fraudulent manoeuvres or falsified documents
- failure to comply with 5/7 key criteria
- failure to provide a declaration on honour stating that no work has been abandoned during the last three years
- failure to include a quantified unit price in the Financial Offer
- failure to own or hire a minimum amount of equipment (pick up 4x4 vehicle, minimum kit roads works)
- failure to include an element of the financial offer (tender, BPU, DQE)
- failure to sign and date the integrity charter
- failure to provide a dated and signed statement of commitment to comply with environmental and social terms.
- Failure to comply with bids file format;

15.2 Key Criteria

Key criteria for the qualification of tenderers will include, by way of indication:

- presentation of the tender
- tenderer's references
- financial capacity (access to a credit line or other financial resources, turnover, proof of financial solvency) $\geq \frac{3}{4}$ of the estimated cost
- Staff training and experience
- logistical resources
- execution procedure, schedule, site visit report and proposals.
- SCC and SCCT initialled on each page, signed, dated and formalised at the end of each document.

16. Contract award

The project owner or his delegate awards the contract to the bidder who has submitted a bid meeting the required technical and financial qualification criteria and whose bid is assessed as the lowest, *including any proposed discounts*.

17. Phases for Application

Tenderers are authorised to apply for the five phases, and may subsequently be awarded five in the only condition that you can prove that you have sufficient human, material and financial resources to carry out all the work simultaneously.

18. Period of Validity of Tenders

Tenderers shall remain bound by their tender for a period of **90 days** from the closing date for submission of tenders.

19. Additional Information

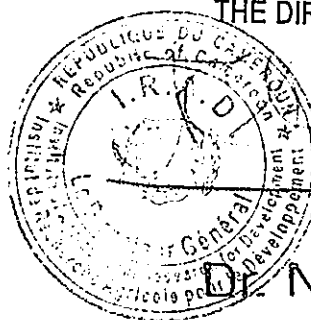
For more information, please contact the Head of the Procurement Department at IRAD, Nkolbisson, P.O. Box 2123 Yaoundé, Tel: 699.59.84.14. or online on the COLEPS platform via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic communication means indicated by the Project Owner.

20. Fight against Corruption and Bad Practices

For any complaint about practices, facts or acts of corruption or bad practices, please call CONAC on 1517, the Cameroon Public Procurement Authority (MINMAP) (SMS or call) on 673 20 57 25 and 699 37 07 48, the ARMP on..... or the MO on 222 22 33 62.

Yaounde, on the 2 MAI 2025

THE DIRECTOR GENERAL



Copies:

- Cameroon Public Procurement Authority (MINMAP)
- ARMP
- Project Owner or MOD, when applicable
- CIPM President
- Billboard

Dr. Noé WOIN

111

:

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

111

111